

N° 586

Semaine

du 15 novembre

au 22 novembre 1972

PRIX : 1,50 F

Informations Ouvrières

L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES
Organe de la Fédération des Comités d'Alliance Ouvrière

NIXON ÉLU PRÉSIDENT DE LA COEXISTENCE PACIFIQUE

Nixon, le bourreau des peuples d'Indochine, l'homme qui a déchaîné contre le Vietnam les moyens de destruction les plus terrifiants avec une férocité telle qu'il a fait pâlir la sinistre réputation de son prédécesseur Johnson, est donc réélu président des États-Unis, comme « le Président de la Paix ».

« Richard le truqueur » ainsi qu'il avait été désigné à la suite des péripéties de sa carrière politique mérite bien son surnom.

Allanic, commentateur de L'Humanité, organe central du PCF, écrivait au sujet de cette réélection, le 9 novembre :

« L'exploitation démagogique des voyages à Pékin et à Moscou a été électoralement payante. »

Certes, mais qui a permis au truqueur de truquer à son aise ? Qui a fait de Nixon le bourreau, le « champion de la Paix », sinon Mao-Tse-Toung et Chou-en-Lai, l'accueillant les bras ouverts à Pékin, sinon Brejnev et Moscou le consacrant dans ce rôle alors que les raids de terreur se multipliaient et que les ports du Nord-Vietnam étaient minés. C'est la bureaucratie du Kremlin et celle de Pékin qui ont pavé la route du succès électoral de Nixon.

Eh bien non. Pour le commentateur de L'Humanité, il y a un responsable et un seul, c'est le peuple américain : « la peur de l'ouverture libérale que représentait McGovern a été plus forte que le mécontentement ou les critiques à l'égard des aspects les plus néfastes de la politique suivie depuis quatre ans par Nixon ».

« L'ouverture libérale » en question paraît, à l'analyse, bien étroite, car il ne faut pas oublier que le démagogue du Sud-Dakota présenté par le parti démocrate (le parti de Kennedy qui tenta d'envahir Cuba, de Johnson qui inaugura la politique des raids de terreur portée à un point de perfection, si l'on peut dire, par son successeur), politicien médiocre, s'était fait remarquer par son zèle comme rapporteur, dans son État, de la loi anti-ouvrière Taft-Hartley qui remettait en cause le droit de grève.

Toujours d'après le commentateur de L'Humanité, les dirigeants des syndicats américains « portent une lourde responsabilité » dans la victoire de Nixon. Certes, ces dirigeants pratiquent une politique de collaboration des classes. Mais, en l'occurrence, ils ont fait savoir qu'ils ne pouvaient appeler les travailleurs à voter ni pour Nixon — l'homme du blocage des salaires — ni pour McGovern, du fait notamment de son attitude à l'égard de la loi Taft-Hartley. Ils ont renvoyé dos à dos les deux candidats bourgeois, celui du parti républicain et celui du parti démocrate : « blanc bonnet et bonnet blanc ».

« Blanc bonnet et bonnet blanc », c'est ainsi que Jacques Duclos, lors de l'élection présidentielle de 1969, expliquait le refus du PCF de choisir entre le candidat effectif du grand capital, Pompidou, et le « libéral » Poher... Alors, ce qui serait louable chez Duclos serait condamnable chez Meany (le dirigeant de l'AFL-CIO, la centrale syndicale US) ?

Est-ce à dire que la politique de Meany et des autres responsables de l'AFL-CIO correspondre aux intérêts de la classe ouvrière ? Nullement, car ils se sont refusés à utiliser la puissance dont ils disposent pour que, face à Nixon, la classe ouvrière américaine ait sa propre expression politique, indépendante. Mais ce n'est certes pas M. Allanic, après avoir paré des couleurs de la démocratie et du progrès l'agent subalterne du capital, McGovern, qui peut leur adresser cette critique, pas plus que ses homologues américains d'ailleurs. C'est en effet Gus Hall, secrétaire général du PC américain, qui déclarait que la campagne électorale de son parti avait été utile car « nous avons en fait gagné plus de votes pour McGovern que Shriver (le candidat démocrate à la vice-présidence) ne l'a fait ! ». Ce même Gus Hall qui approuvait bruyamment l'entrée des troupes du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie !

Non, la classe ouvrière américaine ne porte pas la responsabilité de la réélection de Nixon. Elle ne disposait pas des moyens politiques lui permettant d'intervenir sur le terrain électoral. Mais dans les usines comme dans la rue, elle a combattu Nixon. C'est ce qui donne toute leur portée aux puissantes grèves, comme celle de la General Motors, manifestant que les travailleurs américains refusaient de faire les frais de la politique de Nixon. Face à la guerre contre-

LES TRAVAILLEURS AMERICAINS ET LES JEUNES LE COMBATTRONT : LA EST L'AVENIR.



Des milliers de manifestants montent au Capitole, à Washington, contre la guerre du Vietnam (avril 1971).

PARTOUT, ENTREPRISES, BUREAUX, CHANTIERS, ÉCOLES, LYCÉES ET FACULTÉS,
préparer les assises pour le Front
Unique Ouvrier (pages 4 et 5)

Galanskov à succombé dans les camps de Brejnev

IL APPARTIENT AU MOUVEMENT OUVRIER, IMMÉDIATEMENT, D'ENQUÊTER SUR
PLACE.



Camp de travail de la mine de Dubinka, en Sibérie occidentale.

révolutionnaire livrée au Vietnam après que le signal a été donné par la jeunesse, la classe ouvrière commence à se rassembler. Dès 1970 — après la fusillade de l'Université de Kent où quatre étudiants américains furent tués, victimes de l'impérialisme comme leurs frères du Vietnam — ce sont des fractions de plus en plus importantes du mouvement syndical qui rejoignent les manifestations contre la guerre, pour le retrait des troupes américaines.

Cette mobilisation — à l'échelle du monde — a été brisée par ceux qui ont fait du bourreau des peuples d'Indochine « l'interlocuteur valable », qui ont identifié la paix avec l'acceptation des exigences de l'impérialisme, parachevant ainsi l'isolement des ouvriers et des paysans du Vietnam.

Au lendemain de la visite de Nixon à Moscou, un porte-parole de la bureaucratie du Kremlin qualifiait « d'anachronique » la guerre du Vietnam, c'est-à-dire le combat révolutionnaire des masses d'Indochine. Seul

candidat effectif du capital — McGovern ne jouant qu'un rôle annexe de « repoussoir » — Nixon a bénéficié du soutien électoral de la bourgeoisie mondiale comme de la bureaucratie stalinienne. Au lendemain de son élection, il a reçu un télégramme de félicitations du président Podgorny et un commentateur soviétique a aussitôt écrit que sa victoire électorale était due à sa politique de rapprochement avec Moscou.

Mais au cours de sa campagne, Nixon a dû multiplier les promesses frauduleuses à l'égard de la classe ouvrière américaine vaincue. Dans les dernières semaines, les grèves qui ont éclaté dans les usines de la General Motors, comme celle des travailleurs du bâtiment dans le Colorado, des employés de la CBS, comme la manifestation à Boston organisée par plus de 10.000 jeunes à Boston sont venues témoigner de sa vitalité.

La est l'avenir.

LE COMBAT POUR informations ouvrières

I.O. sur 8 pages

En septembre 1972, il a été décidé, pour assurer l'équilibre financier de « I.O. » que soit atteinte, à partir du n° 584, une diffusion régulière et en hausse par rapport au plus haut niveau de vente d'avant les vacances (celle du mois de juin). Il s'agissait là d'un principe : toutes les activités de l'OCI et de l'Alliance Ouvrière doivent s'autofinancer.

Il en est ainsi, par exemple, de nos meetings qui font à la Mutualité des salles comblées. Ce principe, il nous fallait l'appliquer à la diffusion du journal. Certes, nous savions qu'entre le 9 septembre, date où la décision fut prise, et le 2 novembre (n° 584), le délai fixé était court. Il reste que ce délai était motivé politiquement par les considérations suivantes :

— la progression de l'OCI doit s'effectuer selon un plan méthodique,

— les succès remportés, à l'échelle, bien évidemment, de nos forces, doivent à tout prix s'ordonner dans une succession rationnelle de tâches politiques,

— la pénétration de l'OCI, de l'Alliance Ouvrière et de l'AJS dans les entreprises et la jeunesse ne peut que rencontrer une hostilité proportionnée.

Après la coalition pablo-stalinienne à la manifestation de solidarité pour le Vietnam du 15 octobre, qui, par la violence, a tenté d'expulser l'AJS, a eu lieu la provocation fasciste de la faculté d'Assas où un de nos camarades a été blessé, tandis que la campagne stalinienne de calomnies et de violences s'exerce à nouveau contre les militants de l'OCI (dans les Yvelines).

Le bureaucrate stalinien qui a dit à l'un de nos militants instituteur dans les Yvelines, « nous avons eu tort de ne pas briser assez tôt la pénétration trotskyste. A présent, c'est fini, nous allons vous exterminer », ce bureaucrate, nous le savons, ne fait que répercuter les discussions et les décisions prises dans les sommets de l'appareil stalinien, pour qui l'écrasement de l'OCI, par la calomnie et la violence, doit barrer le chemin d'une jonction qui s'amorce entre l'avant-garde et les militants d'usines du PCF.

Centraliser la vente régulière et en hausse d'Informations Ouvrières est donc une nécessité. Force est de constater que les objectifs fixés le 9 septembre n'ont été atteints qu'à 70 %.

Nous pourrions, comme d'autres, expliquer que les coûts d'impression étant en haute constante, il nous faut augmenter le prix du numéro, de 1,50 F à 2 F par exemple. Cela est vrai, mais ne constitue qu'une partie de l'explication : les objectifs de diffusion que nous nous sommes assignés le 9 septembre sont basés sur le prix de vente à 1,50 F. S'ils sont atteints, nous n'aurons pas besoin d'élever le prix du journal. Du moins pour le moment.

Nous aurions pu, sur la base des résultats déjà atteints dans des secteurs, décider d'attendre. En effet, les résultats attestent que dans toute une série de régions et d'entreprises, la diffusion régulière et en hausse est déjà devenue, pour ainsi dire, une habitude.

Mais le fait que, pour une partie, cet objectif n'ait pas encore été atteint implique l'absolue nécessité de procéder à un examen rigoureux. L'OCI, en lutte pour la construction du Parti révolutionnaire et la reconstruction de la IV^e Internationale, ne peut assumer ses tâches que si l'organisation, dans sa totalité, fait front à toutes les attaques, marche du même pas.

Il s'agit du marxisme dans sa plus haute signification, qui assure la maîtrise politique par l'organisation. Accepter que l'OCI ne maîtrise pas, dans les conditions actuelles de la lutte de classes, l'équilibre financier de I.O. signifierait remettre en question le fondement même du marxisme, en opérant la rupture entre la théorie et la pratique, alors que tous les développements politiques en cours conduisent à confirmer nos thèses politiques sur la période de l'immence de la révolution, adoptées par le 17^e congrès de l'OCI (en 1971) et concrétisées par le projet de rapport politique pour le 18^e congrès, convoqué pour la fin de cette année.

Nous ne l'acceptons pas et c'est pourquoi il a été prescrit aux responsables du journal d'abaisser à huit pages Informations Ouvrières à partir du numéro de cette semaine (586).

Nous ne méconnaissons pas que cette décision renforcera les difficultés politiques pour l'accomplissement de l'ensemble des tâches politiques. Mais nous estimons que la vérité, aussi brutale qu'elle apparaisse, est déjà le facteur décisif du redressement à court terme. Ce n'est qu'en assimilant véritablement le rôle et la place de la construction du parti révolutionnaire, c'est-à-dire dans le moment présent, le combat pour l'organisation communiste centralisée, maîtrisant sa politique et les tâches qui en découlent, que nous pourrions arriver à une juste compréhension de notre travail politique et d'organisation.

Nous affirmons que nous avons déjà accumulé des matériaux politiques suffisants et nécessaires pour accomplir ces tâches politiques qui se confondent avec la constatation que le 18^e congrès peut et doit proclamer que la première partie du travail pour avancer vers la construction du parti révolutionnaire est accomplie, et que l'OCI est devenue l'organisation communiste centralisée (fondée sur le centralisme démocratique) qu'elle est d'ores et déjà capable d'être.

C'est pourquoi en même temps que la décision de passer à huit pages a été prise, il a été décidé qu'à tous les niveaux de l'OCI, de l'Alliance ouvrière et de l'AJS, toutes les mesures politiques seront également prises pour que les objectifs de vente soient atteints dans les délais les plus brefs.

Il nous faut, dans les semaines qui viennent, gagner la bataille du I.O. sur douze pages.

Il nous faut garantir la vente régulière du journal, « facteur d'organisation et de centralisation ».

Nous le pouvons. Nous le devons. Nous réussissons.

Dans le 9^e arrondissement, Speller candidat contre Kaspereit Les SAC entrent en action pour tenter d'intimider nos camarades

LETTRE OUVERTE
AUX LYCEENS,
AUX ENSEIGNANTS

Des événements d'une gravité exceptionnelle se déroulent actuellement au lycée Jacques-Decour.

Les faits : Militant de l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme, je collais avant les cours une affiche de soutien à la candidature de J.-P. SPELLER, jeune ouvrier typographe agressé par les fils de Gabriel KASPEREIT en 1969. C'est alors que survint M. le proviseur Bourg, qui, sans explication, m'arracha mes affiches. Alors que je refusai de céder à la menace et à la violence, M. le proviseur revint quelques instants plus tard avec M. Cathou, intend. le censeur M. de Perrey, et quelques membres de l'administration. Ils se ruèrent sur moi, M. Cathou me portant à plusieurs reprises coups de poing et coups de pied.

Je me suis immédiatement rendu à l'infirmerie en compagnie d'un camarade. Là, je me fis soigner et exigeai qu'on prenne en note les marques que je portais au visage. L'administration refusa.

A midi, alors que je sortais du réfectoire, j'ai été accosté par M. Cathou, intend. du lycée J.-Decour, et ses deux fils étudiants (*donc étrangers au lycée*), qui me déclarèrent devant plusieurs dizaines de lycéens présents :

« LA PROCHAINE FOIS QUE TU COLLES UNE AFFICHE SPELLER, NOUS T'ARRANGERONS AU RASOIR. »
TELS SONT LES FAITS.
JE PORTE PLAINE.

Nous publions ci-dessous la résolution de l'AG du S1 du lycée Voltaire. L'UNEF vient de prendre position dans le même sens.

Ayant pris connaissance de la lettre ouverte aux lycéens et aux enseignants de l'école du lycée Jacques-Decour, Jean-Louis WANDER, qui n'a suscité à ce jour aucun démenti, le S1 du SNES du lycée Voltaire, réuni le 13 novembre 1972,

— proteste contre le soutien qu'apportent à M. Kaspereit ceux qui rouent de coups un élève qui colle des affiches pour la défense de sa victime, Jean-Pierre Speller ;
— demande à la direction du SNES d'intervenir dans cette grave affaire, en particulier pour défendre le libre exercice des droits démocratiques dans les lycées.

(Adoptée à l'unanimité.)

Alliance des Jeunes pour le Socialisme



JEUNES, TRAVAILLEURS

Le 26 avril 1969, un commando UDR agressait trois ouvriers de l'entreprise Moriamé l'un d'entre eux, J.-P. Speller, ouvrier typographe devait perdre l'usage de son oeil gauche

Les agresseurs armés de matraques télescopiques accompagnés d'un chien policier ont été reconnus : Claude et Alain KASPEREIT, fils du député UDR Kaspereit (9^e arrt), ancien ministre de Chaban-DeLMAS

Malgré preuves et témoins :

Gabriel KASPEREIT - Alain KASPEREIT - Claude KASPEREIT -
SONT LIBRES, IMPUNIS!

Jeunes travailleurs

ASSEZ !

Les bandes armées ont assassiné
Marc Lanvin, Pierre Overney

JEAN-PIERRE SPELLER ouvrier typographe, militant de l'OCI
membre du comité national de l'AJIS
sera candidat dans le 9^e arrondissement
contre le chef de gang UDR G. Kaspereit



**AVEC L'AJIS
SOUTENEZ SPELLER**

abonnez-vous

« INFORMATIONS OUVRIERES »

Correspondance

Rédaction - Administration
88 bis, avenue Parmentier
PARIS 11^e

C.C.P. 21 831-73 Paris

ABONNEMENTS

| | |
|-----------------------|------|
| 1 an (48 n°) | 50 F |
| Etranger (1 an) | 60 F |
| 6 mois (24 n°) | 25 F |

Versements au C.C.P. I.O. 21.831-73 - Paris

Le programme du prolétariat et l'accord PC.-PS.-Radicaux

Nous nous sommes largement expliqués, ces derniers semaines, sur le contenu du programme commun PCF-PS-radicaux de gauche. Nous avons notamment analysé d'ailleurs près que possible le caractère bourgeois des mesures proposées par les auteurs du programme commun dans les domaines de l'organisation constitutionnelle et des libertés, de l'éducation nationale et des nationalisations. On trouvera ci-dessous une dernière analyse du contenu du programme commun en ce qui concerne la santé.

VI. — LA SANTE

Dans la revue du PCF, « La Nouvelle Critique » (septembre 1972), deux médecins, MM. Bellain et Malenfant, entreprennent d'analyser la crise actuelle du secteur de la Santé à la lumière des solutions avancées par le programme commun.

Cette crise, Bellain et Malenfant l'attribuent à « l'irrationalité foncière » du capitalisme monopolistique d'Etat, qui s'exprime dans la tendance à « réduire les besoins (de santé) aux seuls besoins de soins » (sic).

Et les auteurs précisent leur pensée : « la consommation médicale grandit aussi parce que le capitalisme monopolistique d'Etat ne laisse effectivement pas d'autre voie à la satisfaction d'une partie des besoins dans le domaine de la Santé que le recours à la consommation médicale. Il se développe une médicalisation de tout un ensemble de troubles nouveaux qui dépendent étroitement des conditions de vie et de travail et dont l'expression se fixe dans la demande de soins individuelle parce qu'elle ne peut se faire clairement et efficacement au plan revendicatif et social ».

Bellain et Malenfant pourraient-ils nous expliquer comment il se fait que leur parti n'ait pas, jusqu'à présent, été en mesure d'exprimer « clairement et efficacement » les exigences revendicatives et sociales des travailleurs ?

Mais, si nous avons bien compris, le « blocage » dans le domaine de la Santé s'exprime par le fait... qu'il n'y a pas de blocage (« la consommation grandit » ; ce qui est d'ailleurs faux car elle tend à diminuer du fait de l'application des ordonnances de 1967 et de la hausse générale des prix). Il n'y a pas de « blocage » mais seulement un « développement irrational ».

Nous nageons en pleine idéologie : il s'agit de « désaliéner » les travailleurs et le médecin : les thèmes les plus réactionnaires du gauchisme décomposé sur le rôle réactionnaire du médecin, du psychiatre et de l'enseignant ne sont pas loin.

Nos deux auteurs éprouvent le besoin de dire du Programme Commun : « ce n'est pas un assemblage de mesures quantitatives plus ou moins disparates ». Certes non. On y chercherait en vain, par exemple, le nombre de cadres budgétaires à créer dans les hôpitaux pour répondre aux besoins (chiffre déjà publié par le Comité national de l'hospitalisation publique auquel participent des membres du PCF).

Quel mépris pour les revendications quantitatives (d'autres diraient : alimentaires) ! Il ne s'agit pas de répondre aux revendications et aspirations dont la classe ouvrière tend à se saisir pour en finir avec cette société, mais de donner des conseils aux monopoles pour qu'ils puissent « rationaliser » leur système.

Comment Bellain-Malenfant, sortis de leur frénésie désaliénante, abordent-ils les propositions concrètes ?

D'abord « la progression vers la gratuité des soins ». Mais les seuls responsables du prix des soins sont les trusts, ceux de la pharmacie en particulier. Or, seuls Rhône-Poulenc et Roussel-Uclaf seront na-

tionnalisés. Qu'est-ce à dire ? S'ils ne sont pas expropriés sans indemnité, la population laborieuse devra repayer sous la forme du rachat ce qu'elle a déjà payé sous la forme de la plus-value sur les médicaments ; d'autant que Robert et Carrière, Choay (dépositaire en France de Sandoz), UPSA, Bayer, etc., resteront aux mains du capital financier.

On cherche en vain dans le Programme Commun, une allusion à l'abrogation de la loi hospitalière. Car si l'on veut « briser la domination du grand capital » n'est-il pas nécessaire de s'opposer dès maintenant à une loi qui vise à ouvrir au capital financier l'immense marché des hôpitaux publics ? N'est-il pas nécessaire de réaliser dès maintenant l'unité dans les hôpitaux pour bloquer les attaques contre les travailleurs de la Santé ?

Et quelle réponse apporte-t-on aux chefs de cliniques-enseignants des hôpitaux en grève parce que toute perspective de carrière leur semble fermée (50 postes de maîtres de conférence agréés pour 1500 candidats) : « Les établissements existants du secteur privé à but lucratif seront dotés d'un statut fixant leurs conditions de fonctionnement et leurs obligations, tant du point de vue de leur activité que de celui de leur contribution à la formation et au perfectionnement des personnels de santé. » Quel enseignant-médecin acceptera d'exercer son métier dans les cliniques privées dont certaines sont gérées par l'Eglise ?

On ne peut pas lutter sérieusement pour la gratuité des soins si l'on ne prend pas pour objectifs : — l'expropriation sans indemnité ni rachat de toute la pharmacie, des trusts de l'électronique et de l'équipement hospitalier ;

— la nationalisation de l'ensemble de la Santé, sans indemnisation des établissements privés et confessionnels ;

— le contrôle ouvrier, exercé par les organisations syndicales sur la Santé nationalisée.

Il faut, disent Bellain-Malenfant, tenir compte de tous les éléments qui interviennent pour obtenir « un certain niveau de la Santé ».

Ainsi, une revue médicale explique que le complexe industriel de Fos-sur-Mer créera toutes les conditions favorables à la réapparition du paludisme : 12 000 travailleurs immigrants, mauvaise hygiène, etc.

Un médecin explique : « nous regrettons qu'on paraisse, dans le complexe de Fos, oublier un peu trop le facteur humain en faveur du facteur industriel, le plus important, nous n'en disconvions pas ». Et, expliquant les mesures à prendre, il conclut : ces mesures « employées avec succès pour protéger les touristes du Languedoc-Roussillon sont simples et ne coûtent qu'un peu d'argent et de bonne volonté ».

Mais jamais, le trust de Wendel qui empêche les milliards de l'Etat pour construire Fos ne prendra ces mesures simples et peu coûteuses ; jamais aucun gouvernement comprenant même en minorité les représentants des de Wendel ne les prendra.

QUELQUES MOUVEMENTS PARMIS LES CENTAINES SUR LESQUELS LA PRESSE FAIT SILENCE, DONT NOUS INFORMER LES CORRESPONDANTS DE I.O.

A.O.T.H., Paris 12.

Bureau d'étude technique dont l'actionnaire est la Banque de Paris et des Pays-Bas, 250 employés sont en grève depuis le 9 novembre pour lutter contre les licenciements annoncés par la direction (100 sont prévus dont plus de 60 sont des ingénieurs et cadres).

Communiqué.

Paris, le 11 novembre. Monsieur le Rédacteur en Chef, Nous avons l'honneur de vous faire part du communiqué de presse que nous vous serions très obligés d'insérer dans votre journal.

De nombreux services de la Cie d'Assurances, l'EUROPE, sont en grève depuis le mardi 7 novembre au matin... Ils sont en lutte pour des revendications concer-

nant tous les travailleurs des Cies d'Assurances.

Ils sont déterminés à lutter jusqu'à satisfaction de leurs revendications, notamment l'octroi d'un 14^e mois et une augmentation uniforme de 200 F pour tous. Ils ont organisé un Comité de grève regroupant des travailleurs syndiqués et non syndiqués.

Ils cherchent à étendre le mouvement à d'autres Cies, ils ont déjà fait une manifestation vendredi soir dans le quartier des Assurances...

Veillez agréer, Monsieur le Rédacteur en Chef, l'expression de nos salutations distinguées.

Le Comité de grève de l'EUROPE.

50, rue d'Amsterdam, Paris-9^e

Edgar Faure, « théoricien » du bonapartisme

Edgar Faure, vétéran du personnel politique bourgeois de la IV^e République, vole au secours du régime, et prépare ses lendemains.

Il avait déjà, le mois dernier, prononcé quelques phrases indulgentes et compréhensives, sait-on jamais, à l'égard du programme commun PCF-PS-radicaux : « Je crois qu'un gouvernement de la gauche unie serait relativement centriste. Dans le programme commun d'ailleurs, il n'y a pas d'extravagances notables. Certes, la vitrine se veut aléchant, mais c'est la loi du genre. Et on sait d'avance que toutes les propositions ne seront pas appliquées si la gauche arrive au pouvoir (...). Il y a donc dans ce programme commun quelques projets irréalisables, comme il y en a dans tout programme électoral. Cela dit, j'y décèle un goût du compromis, de la conciliation. Donc du centrisme. Regardez les nationalisations. Même si elles risquent de coûter fort cher, elles sont finalement limitées, et pas plus impressionnantes que celles de la Libération. Je crois donc, comme M. Giscard d'Estaing, qu'il y a une force centripète qui domine la politique française. Elle n'épargne pas la gauche » (17-10-72).

Le voilà maintenant qui formule, au nom du « contrat social », ses prévisions et ses espoirs sur l'avenir du régime.

Ce que Faure propose, c'est sans phrases et sans détours l'organisation et la pérennisation du bonapartisme style Napoléon III que De Gaulle lui-même n'est jamais parvenu à mettre en place.

Qu'on en juge : « Les notions sacramentelles de la droite, de la gauche et du centre et notamment la stupéfiante querelle de l'alternance » sont aujourd'hui dépassées... « L'alternance ne s'impose plus comme une nécessité institutionnelle. Le renouvellement des équipes peut parfaitement se concevoir à l'intérieur d'une majorité suffisamment stable et étendue, car il se fait dès lors un pluralisme majoritaire... En aucun cas, depuis la fondation de la V^e République, une mutation gouvernementale comportant une valeur significative au point de vue de la composition politique n'est intervenue à l'occasion d'élections législatives, alors que les regroupements qui se font à l'occasion de l'élection présidentielle se traduisent ensuite dans les nouvelles structures et la



vie politique. C'est ce qu'on appelle la majorité présidentielle. Périodiquement cette majorité s'élargit sur des options fondamentales : ce sont des « majorités d'idées ».

Et de proposer que, Bonaparte arbitrant, la vie politique s'organise en fonction de « majorités d'idées », et de circonstances, qui ne remettrait pas en cause le cadre de la majorité présidentielle.

Edgar Faure, ce « démocrate strict », se fait ainsi le théoricien de la destruction du cadre même de la démocratie politique bourgeoise traditionnelle. Jamais, à notre connaissance, De Gaulle lui-même n'était allé aussi loin. Mais Faure, comme son maître à penser, n'oublie qu'une chose : la lutte de classes a ses lois, et il ne suffira pas de s'entendre, demain peut-être, comme larrons en foire avec Marchais et Mitterrand pour les abolir. Pour ne pas l'avoir compris, De Gaulle ne s'en est pas relevé.

Pierre Messmer, « un officier loyaliste »

L'ex-général Salan vient de publier ses mémoires.

On y relève ce passage édifiant, qui établit la participation de Messmer à la préparation de l'opération « Résurrection » qui consistait à envoyer sur Paris les régiments de paras et la Légion étrangère pour y installer de Gaulle.

« Pour moi, l'opération « Résurrection » est à maintenir en réserve comme menace auprès du gouvernement qui en a eu quelques échos et prend facilement peur. Elle constitue un excellent argument de persuasion et j'en entretiens la crainte par « des indiscrétions dirigées ». Enfin, ne pouvant prévoir l'avenir et tout pouvant arriver, en particulier un mouvement communiste, je révoque mes intentions premières et charge le général Jouhaud, assisté par mon état-major, de préparer un ordre d'opération, toujours appelé « Résurrection », permettant une action sur Paris dans des conditions raisonnables. Ce travail est vite réalisé et j'ai maintenant en main un outil acceptable. Mais je désire avant tout ne pas avoir à en user, car j'estime que la cohésion que nous démontrons chaque jour est notre meilleure force. Notre sagesse est notre arme la plus persuasive et ce sont les liaisons d'officiers à officiers et de civils à civils que je préfère utiliser pour nous faire entendre, estimer et soutenir.

Je reçois beaucoup de lettres d'encouragement, en particulier un message du gouverneur général de l'Afrique équatoriale française, Pierre Messmer, qui, de Brazzaville, me fait ses compliments pour l'action que j'ai entreprise et m'assure de tout son appui.

Qui croire ?

Nationalisations tout de suite...

VIVRE MIEUX ET CHANGER LA VIE AVEC LE PROGRAMME COMMUN

Le dossier des OS édité par le PCF les 10 et 11 juin 1972.

C'est la classe ouvrière qui... a pour mission... de mettre fin à l'exploitation de millions de travailleurs par une poignée de banquiers, d'industriels confondus et rassemblés dans des sociétés anonymes qui sont, en fait, les véritables maîtres du pays...

Comment y parvenir ?...

Tout cela pourra être réalisé parce que le gouvernement d'Union populaire sera au service exclusif, non plus des grands industriels et des grands banquiers comme le gouvernement actuel, mais de l'ensemble de la population et en premier lieu de la classe ouvrière... et cela sera possible, parce que la totalité des secteurs bancaires et financiers et un certain nombre de secteurs clés dans la production industrielle seront, dès le départ, nationalisés, c'est-à-dire enlevés aux grands propriétaires privés et mis à la disposition de la nation.

(Souligné par nous.)

...ou progressivement

PROGRAMME COMMUN pour le gouvernement d'Unité Populaire du 27 juin 1972 édité par le PCF.

«... Le gouvernement réalisera progressivement le transfert à la collectivité des moyens de production les plus importants... » (p. 113).

«... Le franchissement du seuil minimum doit permettre de limiter et de circonscire les bases monopolistes. Il laissera subsister un important secteur privé. Les restaurations de l'appareil de production devront s'effectuer de façon progressive et souple, en fonction d'une stratégie industrielle adaptée aux nécessités du progrès économique et social et du caractère international de la vie économique... » (p. 114).

(Souligné par nous.)

ILS SE DÉROBENT...

La bourgeoisie et son Etat sont à la fois admiratifs et inquiets du fait que le gouvernement conservateur vienne de décréter pour 90 jours le blocage des prix et des salaires en Angleterre.

L'Europe du capital vient de se réunir. Par-delà les âpres divergences d'intérêts, un dénominateur commun a été trouvé : tenter partout d'utiliser « l'impératif communautaire » pour porter des coups aux masses laborieuses, briser leurs organisations, l'indépendance de leurs syndicats.

On s'attend, à la suite des élections américaines, à ce que Nixon tente d'exporter, et en Europe d'abord, ses difficultés : le chômage, la hausse des prix...

En attendant pire, l'inflation est d'ores et déjà gelopante, la dégradation du pouvoir d'achat constatée chaque jour.

D'Edgar Faure à Jeanneney, de Giscard à Pompidou, le gouvernement hésite, tergiversé, n'ose appliquer brutalement sa politique anti-ouvrière. L'arsenal de ses résolutions reste « en réserve ».

Pourtant les masses laborieuses voient lamener leurs conditions d'existence. L'administration multiplie les mesures qui, se retournant en leur contre, contribuent à accélérer la crise ministérielle et gouvernementale. Edgar Faure, responsable dans le nouveau gouvernement de toute la démagogie prétendument sociale pré-électorale, est aussi impuissant que Delors et les autres « conseillers » du précédent gouvernement.

C'est dans cette situation que les dirigeants ouvriers disent : « Il est impossible d'accepter des atteintes inadmissibles aux conditions de vie et de travail. » Et Séguy précise : « Il faut obtenir sans tarder, et c'est possible, le succès pour les revendications les plus importantes. »

Le 7 juin a été conçu comme un « mouvement de grande ampleur ». Le 26 octobre, de l'aveu même des dirigeants, fut un mouvement de « moindre ampleur ». Alors ?

Demain, les 14, 15 et 16 novembre, il doit y avoir un « mouvement d'ampleur nationale » des fonctionnaires.

Pourtant, ils seront divisés en trois catégories, tel jour les postiers, tel jour les hospitaliers, tel jour le reste.

Alors le mouvement sera en fait « d'encore moindre ampleur ». Ce sont là de savantes manœuvres qui n'aboutissent qu'à diviser l'action des travailleurs dans le but de leur faire attendre 1973 et les élections.

Certes, les masses laborieuses comprennent l'importance d'une défaite électorale de la bourgeoisie. Elles savent qu'il faut de « bonnes élections ».

Quel meilleur moyen de préparer de « bonnes élections » que de faire reculer tout de suite le gouvernement et Pompidou ?

Il y a un véritable divorce entre les paroles des dirigeants et leurs actes que constatent travailleurs et militants.

Tout se met en place pour faire croire qu'en haut « on veut en découdre », alors qu'en fait les dirigeants se dérobent aux responsabilités qu'ils prétendent assumer « sur tous les plans »...

renault-billancourt

QUELLE TACTIQUE DE LUTTE ?

Il y a un an, les syndicats CGT, CFDT et Force Ouvrière adoptaient une plate-forme commune :

- pas de salaire inférieur à 1 500 F par mois ;
- augmentation immédiate de 150 francs pour tous ;
- grille unique, du manoeuvre au cadre.

Aucune de ces revendications n'est à ce jour satisfaite. Au contraire, en dépit de la puissance du mouvement syndical aux usines Renault, la direction oppose un refus obstiné et accélère les cadences.

Les ouvriers et les militants de l'usine ressentent durement cette situation où ils n'ont aucune part de responsabilité. Il faut donc aux « permanents » du PCF rechercher le coupable. Il est trouvé : « C'est l'AJS, coupable de violences » (L'Echo des métallos d'octobre, édité par la section Renault du PCF).

Comme le savent nos lecteurs et en particulier les lecteurs ouvriers chez Renault, I.O. a établi la matérialité des faits. C'est l'appareil stalinien qui a agressé l'AJS le 15 octobre lors de la manifestation unitaire pour la fin de la guerre du Vietnam.

RENAULT - Département 174 - Atelier 1^{er} et 2^e étages

Chaîne assemblée

Mai 1972

Octobre 1972

640 travailleurs
1039 véhicules
Rendement 1,62

544 travailleurs
1028 véhicules
Rendement 1,88

Toutes les conditions existent donc pour unir dans l'action les travailleurs de chez Renault. Une plate-forme commune à tous les syndicats, une volonté des ouvriers de lutter contre les conséquences « particulières » de l'exploitation (revendications particulières). Toutes les conditions sont réunies, sauf une : la volonté des dirigeants de traduire dans une véritable action une volonté des travailleurs d'arracher satisfaction à leurs revendications générales et particulières.

agression préparée par une provocation à la MNEF dont nous avons fourni le dossier (I.O. n° 582 du 18 octobre).

Les faits sont clairs : il s'agit, par la calomnie et le mensonge, d'interdire à nos travailleurs et aux militants de réfléchir sur les résultats d'une tactique des luttes qui ne saurait conduire à la satisfaction des aspirations. Mais, chez Renault et ailleurs, le temps n'est plus où la calomnie et la violence interdisaient la réflexion.

En dépit des proclamations « hardies », la prétendue journée de lutte du 26 octobre s'est réduite chez Renault à zéro. Pourquoi ? Le dialogue suivant, dans un atelier, en donne l'explication :

Un ouvrier au délégué CGT le matin du 26 octobre à la prise du travail :

- Tu n'es pas à la manif ?

- Tu parles, on ne peut y aller tout seul, personne ne veut débayer.

- Mais qu'est-ce que c'est que ces combines : le 7 juin, on est appelé à débayer et à manifester et on nous dit : si le patronat et le gouvernement ne cèdent pas, on déclenche des actions plus amples. Le 26 octobre, c'est encore moins que le 7 juin.

Le Front Unique Ouvrier peut être imposé

A la C.A.F. manifestation de 2500 employés...

Le 2 novembre 1972, la direction de la CAF, par circulaire, menace le personnel.

Depuis la mi-octobre, une partie du personnel technique a baissé le rendement en réponse à l'augmentation des charges de travail. Conséquence des décrets pris en juillet 72 en matière d'allocations familiales qui, contrairement aux fracassantes déclarations de la presse, n'apportent aucune amélioration pour une majorité d'allocataires.

Le personnel a baissé le rendement, car il lui est impossible d'appliquer cette nouvelle législation que personne ne comprend, pas plus la direction que le ministère, de l'aveu même des autorités au plus haut niveau.

Le personnel a baissé le rendement parce que depuis des années il exige 30 points pour tous pour compenser la déqualification.

C'est ainsi que, le 2 novembre, on ose menacer de retenues sur les salaires.

Les employés demandent une assemblée générale le soir même. FO est présente et propose la tenue d'une nouvelle AG dès 8 h 30 le lendemain afin que tout le personnel puisse être présent. La CGT et la CFDT sont également présentes et proposent la tenue de l'AG à 10 h du matin. Au cours de celle-ci, les dirigeants de la CGT et de la CFDT quittent la tribune. Le personnel veut préserver l'unité des organisations. Il accepte donc l'AG pour 10 heures.

Le 3 novembre, tous les services qui

sont dans l'action sont présents. Le personnel veut, tout de suite, partir manifester au ministère. Les dirigeants de la CGT et de la CFDT proposent d'attendre midi. Les employés, pour préserver l'unité des organisations, acceptent. Des prises de paroles sont organisées de service en service.

Le 7 à midi a lieu la manifestation de 2500 employés, en grande majorité des femmes. Deux mille cinq cents employés qui, en dépit de la présence du service d'ordre policier armé de fusils, décident qu'une délégation sera reçue à la direction régionale et au ministère.

Les dirigeants de la CGT auraient voulu que le personnel manifestant rentre au travail à 13 h pour ne pas être déclaré gréviste ! Ces mêmes dirigeants CGT qui, avec la CFDT, ont appelé à une grève de 24 h le 26 octobre, proposition rejetée lors d'une consultation par 95 % du personnel, y compris les syndiqués CGT et CFDT !

Le ministère et la direction régionale, qui portent la principale responsabilité du mécontentement des employés et cadres, refusent les revendications.

A 16 h, nouvelle assemblée générale. A cette AG, les dirigeants CGT et CFDT expliquent : « Vous êtes une minorité, vous ne pouvez rien décider, surtout pas la grève. »

Le personnel, dans sa grande masse, voit que l'unité n'est pas réalisée. Il veut l'unité, hélas, et c'est seulement le tiers de l'assemblée qui vote la grève.



Deux mille cinq cents travailleuses de la CAF, le 7 novembre, devant le ministère des Affaires sociales.

Comment les travailleurs peuvent-ils imposer l'unité des organisations ?

Pourtant, rien n'est réglé : le personnel veut la satisfaction des revendications. Le personnel sait que l'unité est nécessaire pour engager la lutte. Déjà, le personnel, y compris les syndiqués de toutes tendances, ont, en désignant des délégués de service, imposé l'unité des organisations à plusieurs reprises.

De l'aveu même des responsables de la CGT « les réunions des délégués de service exigent l'unité des organisations et que la CGT participe à ces réunions auxquelles d'ailleurs assistent des syndiqués CGT ».

La preuve est ainsi faite que les délégués de service ne se considèrent pas comme hostiles aux syndicats ni, a fortiori, comme une nouvelle organisation syndicale.

Ce que veulent les délégués de ser-

vice, c'est l'unité. Si le personnel et les syndiqués ont été amenés à élire des délégués de service, c'est parce que les dirigeants des organisations se dérobent à l'unité ne permettant pas aux employés d'arracher satisfaction des revendications. Une nouvelle preuve nous est donnée par le rapport du responsable CGT qui écrit :

« Notre bureau réuni, après avoir demandé son avis à l'Union régionale CGT, décidait, dans un premier temps, de ne pas participer à ce genre de réunion. Mais, jeudi, les militants (CGT) réunis nous exprimaient leur volonté de voir la CGT y participer et cette fois-ci les membres présents du bureau se prononcèrent en faveur de la présence de la CGT. A cette dernière réunion, c'était 103 délégués qui étaient présents. »

Les assises nationales pour le Front Unique Ouvrier

La preuve est ainsi faite que le Front unique ouvrier peut être imposé par les travailleurs qui veulent l'unité des organisations. Pour le moment, la pression de la base n'est pas encore suffisante pour interdire aux dirigeants de se dérober. Mais la volonté de tous d'arracher la satisfaction des revendications et des aspirations ne pourra que se renforcer jusqu'au point où les organisations et les travailleurs réaliseront le Front unique ouvrier contre le capital et son Etat.

C'est à cette tâche que se sont attelés les militants ouvriers qui ont décidé de constituer des groupes de travailleurs pour désigner les trois cents délégués d'entreprise de toutes les régions de France, élus à raison de 1 pour 10 travailleurs, et qui se rassembleront les 9 et 10 décembre 1972 en Assises nationales pour le Front unique ouvrier à Paris.

POUR LE 9 DÉCEMBRE, LES ENSEIGNANTS SE MOBILISENT DANS L'UNITE

Ce sont des enseignants unanimes, dans des groupes scolaires entiers, des lycées, des collèges de toutes catégories qui s'adressent aux parents d'élèves, mobilisent l'opinion publique ouvrière, qui préparent la manifestation du CNAL à Paris le 9 décembre.

Ils reflètent la volonté des milliers d'enseignants, travailleurs, militants de s'opposer efficacement à l'entreprise sans précédent de la hiérarchie catholique, de ses « groupes de pression », de l'association plus active que jamais « pour la liberté de l'enseignement » animée par M. HABIB-DELONCLE, député UDR, du gouvernement qui s'en fait l'auxiliaire zélé.

Les enseignants d'EPS ont cette semaine la parole dans l'O.

Tous les domaines de l'Education nationale sont touchés par cette offensive qui vise également à privatiser l'Ecole, à la faire passer sous le contrôle du patronat.

POUR LA NATIONALISATION LAIQUE DE L'ENSEIGNEMENT, POUR QUE CESSE LE SCANDALE DES MILLIARDS DETOURNES DE L'EDUCATION NATIONALE POUR L'ECOLE DES CURES, POUR LE RESPECT INTEGRAL DE LA SEPARATION DES EGLISES ET DE L'ECOLE, TOUS LE 9 DECEMBRE A PARIS.

L'APPEL DES PROFESSEURS D'EDUCATION PHYSIQUE DU LYCEE DE MONTREUIL

Le Comité national d'Action laïque a décidé d'une manifestation centrale à Paris le samedi 9 décembre pour défendre l'école laïque.

Dans le cadre du colloque du CNAL, qui a décidé de cette manifestation, toutes les organisations participantes ont condamné la politique anti-laïque du gouvernement.

Ce gouvernement qui refuse les moyens à l'école publique organise la sélection des élèves, refuse la qualification et les revendications des enseignants, accorde une aide déterminante à l'enseignement confessionnel.

- les 100 milliards accordés à l'enseignement privé depuis 1959.
- l'enseignement catholique représente 95 % des élèves de l'enseignement privé : 99,5 % dans le premier cycle.
- 1 300 postes au budget 73 pour les congrégations. On parle de l'intégration des prêtres enseignants dans l'Education nationale.

Cette manifestation est l'occasion de dresser des milliers et des milliers d'enseignants et de parents d'élèves contre la politique anti-laïque menée avec les lois DEBRE-POMPIDOU d'aide à l'enseignement confessionnel, d'affirmer la séparation de l'Eglise et de l'Etat, de l'Eglise et de l'école, de réaliser l'unité pour la nationalisation de l'enseignement.

Les enseignants d'Education physique du LYCEE DE MONTREUIL se sentent particulièrement concernés par cette campagne de défense de l'école laïque.

Les récentes mesures de M. COMITI sont une remise en cause de l'enseignement de l'Education physique gratuite et obligatoire à l'école. Les Centres d'Animation sportive, où participent des organismes privés et confessionnels, reçoivent 2 milliards au budget 73 ; l'ASSU, liée aux traditions de l'école publique, est menacée d'être purement et simplement supprimée.

C'est pourquoi les enseignants d'Education physique du LYCEE DE MONTREUIL soussignés décident d'appeler leurs collègues d'Education physique à participer massivement à la manifestation du 9 décembre.

- pour l'abrogation des lois anti-laïques,
- pour la défense de l'ASSU et le maintien des 3 heures,
- contre les réformes COMITI de mise en cause de l'Education physique gratuite, laïque et obligatoire.

Ils décident en outre de porter cet appel à la connaissance de toute la profession.

BONHOMME Guy, CROC Jean-Yves, PALMADE Marie-José, JENNEQUIN MATHIEU Chantal, FAMOSE J.-P., GODDET J.-P., BERNARDEAU, REMY M., VINCENT, MORELON, LE JEUNE André, CHIRIAUX Arlette et GROSSIN Robert.

Les professeurs et lycéens des autres lycées sont invités, en s'associant à cet appel, à faire parvenir les signatures à M. BONHOMME, professeur d'EPS, Lycée de MONTREUIL, 1, rue LOMBAL, 93 - MONTREUIL.

ENCORE UNE FOIS A PROPOS DU « MOUVEMENT D'AMPLEUR NATIONALE » DU 26 OCTOBRE

Un permanent CGT présente aux travailleurs la plate-forme commune CGT-CFDT. Il demande s'il y a des questions. Personne ne prend la parole, le permanent reprend : « Alors tout le monde est d'accord. » Silence total.

« Alors, on s'en va parce que nous sommes des gens sérieux, engagés dans l'action syndicale, on a du travail. »

Un travailleur : « Vous permettez, on n'a pas donné

notre avis, on vous demande : pensez-vous que le mouvement de 24 h du 26 octobre va arracher la satisfaction des revendications ? »

Le permanent répond en parlant d'autre chose, puis ajoute :

« Il faut attendre 1973. »

Un autre travailleur :

« Alors, les pétitions, c'est pour amuser la galerie ou quoi ? »

Un délégué CGT :

« Il faut faire pression sur vos responsables. »

Laïcité, démocratie, socialisme

nouveau visage, vieille politique

« Mais non, vous vous trompez, l'Eglise a changé. Et beaucoup... Vous me faites rire avec vos schémas qui datent de l'Inquisition... On n'est plus en 1905. Regardez, Don Helder Camara, l'évêque de Metz qui intervient pour soutenir les revendications des grévistes, les prêtres catalans qui se dressent contre Franco. Mais non, l'Eglise n'est plus du tout la même... »

Qui n'a pas entendu ce refrain plus ou moins grossier, étayé d'arguments tous plus superficiels les uns que les autres, refrain chanté par toute la presse, à commencer par la presse de la petite-bourgeoisie intellectuelle de gauche ? On pourrait s'étonner de la légèreté avec laquelle, dans les sommets des partis ouvriers, on accepte cette chanson. Après tout n'est-ce pas le b.a.b.a de toute démarche, ne disons pas scientifique, mais simplement sérieuse que de dire : examinons les paroles en corrélation avec les faits et avec l'histoire ?

Quand une institution, pendant près de 2 000 ans, a représenté une réalité très clairement définie, quand pendant près de 2 000 ans le clergé s'est constamment révélé comme une réalité internationale aux assises matérielles et financières considérables qui, pour la défense de ses intérêts propres, a toujours été l'une des composantes essentielles du parti de l'ordre monarchique, puis capitaliste, on doit juger les belles paroles des quinze dernières années à l'aune de ces 2 000 ans. Il n'est pas un domaine de l'activité humaine où un individu se conduirait en oubliant ces règles élémentaires de la prudence.

Mais, de plus, les belles paroles n'ont pas du tout le sens qu'une propagande assourdissante, menée par le *Nouvel-Observateur*, *l'Express*, *l'Humanité*, *l'Unité*, veut bien leur prêter. Le document adopté par les évêques français réunis à Lourdes et publié dans la *Croix* des 1^{er} et 2^e novembre en fait foi.

Toute la déclaration tourne autour du « ministère pastoral d'unité et de réconciliation » (souligné par nous). Cette idée, qu'exprimait le Père Lejong dans la *Croix* du 17 octobre : « Les inévitables affrontements ne doivent jamais faire oublier que le véritable objectif, ce n'est pas la révolution, mais la réconciliation. » L'Eglise doit être présente partout, à travers toutes les formes d'intervention et d'action politique, afin de réconcilier les adversaires. C'est au nom de cette mission — c'est-à-dire de la nouvelle forme que doit prendre, pour être efficace, l'activité de l'Eglise comme agent du maintien de l'ordre bourgeois — que la Hiérarchie « prend une certaine distance vis-à-vis des pouvoirs publics » et, « d'autre part, intervient plus souvent en matière politique au nom même de sa mission religieuse ».

A quel titre cette participation ? Le document le dit sans vergogne : « L'Eglise contribue pour sa part à la formation de citoyens ayant le sens de l'importance de la politique et du RESPECT DE L'ETAT, médiateur indispensable pour la réalisation ordonnée des projets des groupes humains. » Quel Etat ? L'Etat bourgeois, bien sûr.

Interprétation malveillante ? Pas le moins du monde. Outre que l'Etat ouvrier exproprie l'Eglise de ses biens matériels, le document des évêques précise les choses en s'opposant à

« une certaine RUPTURE de l'Eglise vis-à-vis des pouvoirs publics ». Ce serait là « vision trop spiritualiste (sic !!!) de l'Eglise » et découlerait de « l'adoption sans nuance ni recul de thèses qui ne votent dans l'Etat que l'expression institutionnalisée des intérêts des classes dominantes ».

C'est donc que l'Etat existant (bourgeois) est une forme d'expression d'intérêts communs à tous les hommes, du bien commun. Dès lors, il se place sur le même terrain que l'Eglise qui veut, elle aussi, le bien commun exprimé dans un jargon pompeux et spiritualiste mais fort clair :

« Ce serait une IGNOBLE COMEDIE de se désintéresser de l'avènement de ce que l'on célèbre symboliquement, mais ce serait une AFFREUSE DETRESSE de ne pouvoir jamais, entre militants opposés, affirmer ensemble à la face du monde, dans un moment de fête, qu'arrivera le terme final où les ennemis se mueront en compagnons, où les adversaires se reconnaîtront frères. »

Ainsi s'explique la référence constante — et parfaitement justifiée — que fait le texte des évêques à la « fidélité à la Parole de Dieu dans la tradition vivante de l'Eglise ». Et c'est au nom de cette tradition que les évêques de Lourdes affirment que l'Etat — c'est-à-dire l'expression de la violence organisée de la classe dominante contre la classe opprimée — est éternel. D'ailleurs le problème n'est pas là. La lutte des classes est secondaire. Il faut que « loin de s'anathématiser, les adversaires NE S'IGNORENT PAS ». L'Eglise est là pour ce rapprochement dans le cadre du maintien de l'ordre social.

Par le document de Lourdes, l'Eglise met en place les formes nouvelles de son action qui lui permettront demain, dans la situation de crise révolutionnaire qui peut surgir à tout moment de la mobilisation du prolétariat et de la décomposition de l'ordre social existant, de jouer un rôle déterminant pour le maintien de cet ordre. Le document de Lourdes, c'est la préparation de l'alliance éventuelle avec Marchais et Mitterrand, si celle-ci se révélait nécessaire, pour sauver du naufrage l'Etat bourgeois.

L'Eglise, elle aussi, se prépare à l'affrontement. Elle se prépare à faire payer cher son alliance à toutes les forces en jeu : les rallonges de crédit à l'enseignement confessionnel, l'entrée des prêtres dans l'enseignement public, le retour sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat (et donc de l'école), voilà ce qu'elle veut. Ainsi la lutte pour l'abrogation de la loi Debré-Pompidou et pour la nationalisation laïque de l'enseignement n'est-elle nullement une lutte spécifiquement enseignante, moins encore un combat de nature purement syndicale, elle s'insère directement dans l'équilibre des forces politiques en présence et elle bouleverse le jeu de la Hiérarchie catholique. D'où son importance, que tout le monde saisit, à commencer par les stalinien qui se battent pour que la manifestation du CNAL du 9 décembre parle d'autre chose, de budgets, de postes, d'une « autre politique de l'Education Nationale », de « collectif budgétaire ». Mais pas de ces deux mots d'ordre qui concentrent la lutte contre la hiérarchie catholique, pilier international du maintien de l'ordre bourgeois.

SOUTENEZ LE COMBAT DE L'AVANT-GARDE POUR LES ASSISES NATIONALES POUR LE FRONT UNIQUE OUVRIER SOUSCRIVEZ LARGEMENT POUR LES ASSISES

| | | |
|--------------------------------------|--------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Nom : | Nom : | |
| Adresse : | Adresse : | |
| Profession : | Profession : | 9 et 10 décembre 1972 Salle de l'AJ3 87, rue du Fbg-St-Denis, Paris 10 ^e MANDAT DE DELEGUE |
| Entreprise : | Entreprise : | Nom |
| Syndicat : | Syndicat : | Adresse |
| Responsabilité : | Responsabilité : | Profession |
| Somme recueillie : | Somme recueillie : | Entreprise |
| Engagement pour diffusion « L.O. » : | Engagement pour diffusion « L.O. » : | Syndicat |

élu par le Groupe politique (1)

nombre de participants ayant déclaré vouloir s'organiser régulièrement dans le Groupe politique :

(1) Indiquer le nombre de participants ayant mandaté le délégué, date de la réunion, entreprise, localité et profession.

ANJR-Inform vient de paraître journal des Jeunes Résidents 26 novembre : premier Collectif national

Il y a un mois, 140 jeunes résidents de la région parisienne appelaient les 60 000 jeunes travailleurs des foyers à s'organiser pour défendre leurs intérêts. Le premier numéro du journal de l'Association nationale des jeunes résidents an voie de constitution, ANJR-INFORM vient de paraître (Prix : 1 F, 91, rue du Fbg-St-Denis, Paris 10^e).

L'éditorial souligne qu'après l'appel des 140, « aujourd'hui des sections ANJR se sont constituées dans plus de 20 villes de France ». Et ajoute : « L'ANJR comme à exister. Preuve : Dans le foyer de Charleville-Mézières un de nos camarades constructeur de l'ANJR est exclu du foyer par le directeur. Au foyer de Meudon une réunion se tient avec la CGT, décide la convocation, à l'initiative de l'ANJR et de la CGT, d'une Assemblée générale pour établir un cahier de revendications ».

Le Collectif parisien de l'ANJR a décidé d'engager une campagne nationale pour la réintégration de Marius Raguet expulsé du foyer de Charleville-Mézières. Elle s'est constituée partie civile contre la direction du foyer.

Ainsi dans un même mouvement pour affirmer le droit à l'existence de leur organisation de défense, les jeunes travailleurs résidents rassemblent aujourd'hui leurs forces. Ils réuniront dans une première étape, le 26 novembre prochain, à Paris, les délégués des foyers où se constitue actuellement l'ANJR, dans le cadre d'un collectif national. Puis aura lieu, sur la base du bilan effectué, la conférence nationale constitutive de l'ANJR.

« Le Nouvel Observateur » à la remorque de Fontanet

Lorsque cet hebdomadaire « révolutionnaire » qu'est le *Nouvel-Observateur* par en guerre contre l'école, on ne saurait trop s'étonner. Ainsi M. Bosquet, il y a un mois, dans un article, *L'école pour quoi faire ?* (n° 414 du 16 octobre) reprenait intégralement au compte de son digne journal les propositions du rapport Joxe de démantèlement accéléré de l'enseignement secondaire.

« L'école dégoûte les jeunes de l'activité culturelle », il « faut réduire les programmes à l'essentiel », « mettez les adolescents au contact de non-professeurs » (c'est-à-dire des patrons, bien évidemment). Quand aux enseignants, « ils doivent pouvoir changer de fonction, et même de métier, se spécialiser et devenir polyvalents ».

Un groupe de professeurs du CES Romain-Rolland de Clichy-sous-Bois a réagi dans le *Nouvel-Observateur* du 13 novembre à l'acharnement forcené de leur journal, lié au PSU « révolutionnaire » contre eux-mêmes et l'Education nationale. Ces professeurs s'insurgent à juste titre contre le gouvernement du grand capital dont un Bosquet défend la politique, dénoncent le fait qu'« en matière d'enseignement on puisse utiliser les critères de l'industrie », s'indignent des attaques contre l'école accusée « de n'avoir pour but que la reproduction d'une caste, celle des enseignants » et montrent « ce que cela signifie : le démantèlement de l'enseignement secondaire laïque que l'on discrédite aux yeux du public ».

A ces enseignants, Bosquet répond laconiquement, et avec le plus grand mépris :

« L'insertion des jeunes dans la société, c'est précisément ce que l'école n'est plus capable d'accomplir ». Ainsi, c'est l'institution scolaire qui est responsable du chômage, de la sélection inéquitable par Fouchet-Faure, de la désqualification organisée par le patronat. « Quand, à toute Bosquet, les deux tiers de ceux qui « entrent » ne « sortent » pas, le rendement de l'école est lamentable par rapport à ses propres buts, à moins d'admettre que sa fonction est précisément de fabriquer un « déchet scolaire » et de persuader la majorité des jeunes qu'ils ne sont bons à rien, sinon à être exploités ou commandés par une élite (bourgeoise ou technicienne, peu importe). »

Haro sur les enseignants !

Haro sur l'école laïque !

Une absolue bienveillante aux ministres des gouvernements gaullistes qui se sont succédé depuis près de quinze ans.

Et d'entrer donc en guerre contre les professeurs, lecteurs de son hebdomadaire dans le vent : « En essayant de préserver à tout prix l'institution scolaire, la gauche s'expose à sombrer avec elle et à abandonner aux autres toutes les initiatives novatrices. »

Quelles sont-elles ? Bosquet l'indique aussitôt : « Quand vous constatez que l'Eglise, elle, a su décoloniser le catéchisme et prendre une avance proprement impressionnante en matière de méthodes éducatives, cela devrait vous faire réfléchir. »

C'est l'Eglise qui est révolutionnaire, clame Bosquet. Grâce à elle, l'école va être sauvée. Certes, « la refonte de l'école ne suffira pas à transformer la société ; mais vous ne transformerez sûrement pas celle-ci si vous n'êtes pas AUSSI à l'avant-garde dans la lutte pour transformer celle-là ».

« Etre d'avant-garde » pour M. Bosquet et les chevaliers de la phrase du *Nouvel-Observateur*, c'est s'aligner purement et simplement sur le gouvernement Pompidou qui entend livrer l'école laïque à cette force très réactionnaire qu'est l'Eglise.

Tant il est vrai qu'en s'épurant, le PSU retrouve ses origines. Mais les enseignants, y compris ceux du PSU, ne l'entendent pas de cette oreille.

ou comment réconcilier le capital et le travail

Dans l'article précédent, concernant les « trois sources du CERES », nous étions arrivés à la conclusion que le courant « révolutionnaire » de ce courant, que nous caractérisons comme réactionnaire-bourgeois, s'exprimait à travers cette revendication « moderne », l'autogestion. Nous voulons revenir, aujourd'hui, sur le contenu de cette perspective autogestionnaire que le CERES partage avec tout un courant dont les composantes les plus représentatives sont le PSU ancienne mouture (G. Martinet, S. Mallet, A. Gorz) et nouvelle mouture (Rocard), la CFDT ancienne et nouvelle moutures, déconfectionnalisées ou pas, et la revue *Autogestion* de Yvon Bourdet à laquelle collabore le tristement célèbre Michel Raptis (alias Pablo, ex-spécialiste de l'autogestion algérienne).

Parmi quelques autres théoriciens de l'utopisme et dirigeants anarchistes moins connus, le père incontesté du socialisme autogestionnaire est Proudhon. Sans pouvoir en quelques lignes résumer le débat qui oppose Marx à Proudhon, nous pouvons reprendre l'argumentation de Marx sur deux points qui sont essentiels parce que toujours au centre de la revendication autogestionnaire.

LE RETOUR A PROUDHON

D'une part, la théorie de Proudhon s'appuyait (souvent de manière très démagogique) sur les revendications anti-autoritaires, refus de toute discipline, liberté individuelle et libertés collectives étant identifiées sous des formes qui, en fait, annonçaient, il y a 150 ans presque, le « il est interdit d'interdire ».

A cela, Marx répondait déjà par le fait que le fondement de la discipline et de la contrainte qui s'impose au travailleur n'est pas la plus ou moins bonne volonté de tel ou tel « chef » mais la discipline inhérente à la production elle-même, la nécessaire coordination d'activités productives qui doivent être soit simultanées, soit ordonnées dans le temps selon des rythmes qui ne dépendent pas du bon vouloir de chacun (l'autogestion par un aiguilleur de la SNCF de ses horaires de travail risque d'avoir des conséquences fâcheuses !). Et pourtant, Marx écrivait à une époque où la complexité technique de la production n'avait rien de comparable à ce qu'elle est aujourd'hui.

Le deuxième point de l'argumentation de Proudhon est la revendication du contrôle par le producteur de son outil de travail, de son travail, revendication qui est aujourd'hui encore au centre de l'argumentation du courant autogestionnaire. Cela correspond en fait très exactement à la revendication du retour à l'artisan du Moyen-Age qui, effectivement, possédait « son » outil.

Or, dès l'époque même du débat Proudhon-Marx, la revendication du retour au statut de l'artisan contrôlant son outil est réactionnaire. Le caractère réactionnaire du mode de production capitaliste réside en ceci, qu'il libère la production des limites que lui imposaient la force physique de l'homme et l'habileté de l'artisan. C'est sur cette base que le formidable développement des forces productives rend possible et nécessaire la construction d'une société qui satisfasse tous les besoins. La revendication contrairement le contrôle par les producteurs (la totalité des producteurs) sur le processus de production dans son ensemble, donc sur la finalité de la production elle-même.

C'est cela que le courant autogestionnaire refuse d'abord quand il pose la définition de son socialisme autogestionnaire toujours et uniquement au niveau de l'entreprise. Une bonne définition résumée de l'autogestion, valable pour tout le courant, est donnée par la CFDT dans un numéro de *Syndicalisme* (revue de la CFDT) consacré à l'autogestion :

« Le fait pour les travailleurs de s'administrer eux-mêmes, de se diriger eux-mêmes, c'est, à l'inverse de ce qui se passe en système capitaliste, la négation des travailleurs en tant que force de travail au service du capital. Dans l'autogestion, ils ne seront plus des « machines vivantes » mais les maîtres de leur travail : ils éliront les responsables de l'entreprise, décideront de l'organisation du travail, détermineront la politique de l'entreprise en matière de fabrication, de répartition des investissements, de rémunérations. »

Mais deux questions se posent alors : quelle entreprise ? Capitaliste ou socialiste ? Comment s'articulent les entreprises entre elles, comment coordonnent-elles leur production ? Lois du marché (donc critère de rentabilité) ou planification ? Quelle réponse donne à ces deux questions la révolutionnaire CFDT ? (Celle qui est devenue CFDT-lutte de classe-et-pas-chrétienne, mais qui écrit par la plume d'un de ses dirigeants Albert Détraz : « A mes yeux, notre conception de la lutte de classe n'entre pas dans le schéma marxiste, c'est-à-dire qu'elle ne débouche pas sur une dictature du prolétariat : le fait de donner aux travailleurs le pouvoir dominant dans la société ne saurait se traduire, par exemple, par la suppression des droits civiques de la bourgeoisie. »)

SURTOUT NE PAS EXPROPRIER LE CAPITAL

La CFDT répond par le tryptique : autogestion, propriété sociale des moyens de production, planification démocratique. En expliquant que ces trois propositions sont

les modalités d'un véritable contrôle économique des organisations syndicales des travailleurs sur les structures déterminantes de l'économie, modalités pouvant aller jusqu'à des nationalisations de forme appropriée dans certaines branches. » (2)

Cette position, qui recouvre très exactement la protection de la propriété privée des moyens de production et donc le cadre dans lequel l'autogestion n'est que le corporatisme classique, est également celle de Rocard, secrétaire du PSU : « Nous croyons profondément à la nécessité du contrôle des moyens de production, d'échange par la collectivité, donc au besoin de nationaliser les plus importants d'entre eux. » (3)

A partir de là, le contenu du troisième pilier : la planification démocratique, est simple à définir. Il ne s'agit pas, comme dans un mode de production socialiste, de planifier en fonction des besoins pour interdire l'anarchie des lois du marché capitaliste en intégrant la totalité et la diversité du progrès technique de production, mais au contraire d'orienter, grâce à l'Etat (qui n'est plus celui d'une classe) ces lois du marché.

« Ce que nous demandons, c'est qu'on fasse revivre des corporations d'arts et métiers qui jadis imprégnées de la pensée chrétienne pourvoyaient aux besoins matériels et religieux des ouvriers, leur facilitaient le travail, prenaient soin de leurs épargnes, défendaient leurs droits et appuyaient dans la mesure voulue leurs légitimes revendications. »

LEON XIII.

indissociables sous peine de tomber dans le corporatisme, ou tout au moins dans la cogestion du système. Etudions le contenu de ces propositions. En matière de propriété sociale et de planification démocratique, la CFDT se réfère aujourd'hui encore (pendant son 35^e congrès par exemple) à ses deux textes fondamentaux de 1959 et 1961 (du temps où elle n'était pas « déconfectionnée », mais c'est un détail). Le rapport du 30^e congrès confédéral (19-21 juin 1959) écrit :

« Il n'y a aucun lien nécessaire entre planification et collectivisme... Il est tout aussi contestable d'affirmer qu'une véritable planification n'est possible qu'au prix d'une nationalisation préalable de toutes les industries. »

Il ne faut pas croire que la CFDT rajette aujourd'hui cette doctrine. Eugène Descamps écrit en 1971 : « L'appropriation collective des principaux moyens de production jugée indispensable à une limite, c'est le refus de mécanismes bureaucratiques rapidement totalitaires. » (1) On ne va quand même pas spolier, alors qu'on est pour la défense de toutes les libertés.

Que reste-t-il donc de la propriété sociale des moyens de production, pilier de cette stratégie révolutionnaire autogestionnaire ? « Le congrès se prononce pour la nationalisation effective de la totalité du système bancaire et de crédit, et demande à ses fédérations d'étudier

On peut prendre la définition dans les textes de la CFDT ou chez Rocard : « Au-delà de la planification bureaucratique et centraliste dont on a vu les échecs en Union soviétique (faussaire !) ... une planification souple est possible qui agira par des incitations ou des sanctions financières, adaptant les taux de l'impôt, ceux du crédit, l'accès aux marchés publics, les permis de construire industriels, aux résultats de l'entreprise et au fait qu'elle a suivi les orientations générales du plan. » (3)

Quelle nouveauté ! Une réforme de l'entreprise qui renforce « les pouvoirs syndicaux » telle que Bloch-Laine l'a proposée, une planification démocratique qui est le thème chéri du gaullisme et une propriété sociale des moyens de production qui « peut aller jusqu'à des nationalisations sous des formes appropriées » ! Voilà le tryptique de la CFDT, du PSU, du CERES.

Le prochain article traitera de la stratégie « du contrôle ouvrier à l'autogestion », appelée réformisme révolutionnaire chez A. Gorz et réformes de structures anti-capitalistes chez d'autres.

(1) CFDT, « Ce que nous sommes », Ed. du Seuil, p. 161.

(2) « Ce que nous sommes », Ed. du Seuil, p. 93.

(3) Témoignage Chrétien du 13-1-1972, article de Rocard, page 4.

la défense de la vérité

LA VÉRITÉ

organe du Comité Central de l'Organisation Communiste Internationaliste (pour la reconstruction de la 4^e Internationale)

nouvelle phase du combat pour la reconstruction de la 4^e Internationale

Giscard veut faire taire « LA VÉRITÉ »

Voici une résolution parvenue à La Vérité :

« Dunkerque : les 25 militants, travailleurs et jeunes réunis le 21 novembre 1972 à l'appel de l'OCI et de l'AJS apprennent par l'O. n° 582 que M. Giscard d'Estaing tente, après la Gestapo, après Bourgeois-Maunoury, au nom de la bourgeoisie colonialiste française lors de la guerre d'Algérie, de faire taire La Vérité, organe du CC de l'OCI, en voulant lui faire payer 40 000 F de TVA.

Décidés de combattre pour regrouper l'avant-garde pour l'unité ouvrière en rupture avec la bourgeoisie, pour le gouvernement ouvrier, ils soutiennent financièrement La Vérité, l'OCI, l'AJS.

— Résolution votée à l'unanimité, — 430 F collectés. »

Soutenez La Vérité contre Giscard en lui adressant un abonnement (cinq numéros 25 F ; dix numéros 45 F ; soutien dix numéros 100 F ; abonnement perpétuel 250 F) au CCF BLOCH PARIS 606.23 ou par mandat ou chèque bancaire libellé au nom de Bloch, adressé à La Vérité, 29 avenue Fbg du Temple, 75010 Paris. Abonnés à La Vérité, prolongez dès maintenant votre abonnement.

Après la mort de Galanskov le mouvement ouvrier international doit agir :

COMMISSION OUVRIÈRE INTERNATIONALE D'ENQUÊTE

d'autres Galanskov sont menacés !

Le spectre de la révolution politique invaincue continue à hanter les dirigeants de la bureaucratie tchécoslovaque. Ainsi, lors du dernier Comité central du PCT normalisé, des nuances importantes se sont fait jour entre ceux qui entendent liquider toute possibilité de critique de la part des écrivains, artistes et intellectuels (et par conséquent d'interdire à l'immense majorité d'entre eux d'accomplir leur métier) et ceux qui ont préconisé une « attitude nuancée et sensible vis-à-vis de l'intelligentsia ».

Mais c'est le rapporteur, le normalisateur en chef, Vasil Bilak, qui s'est fait le porte-parole le plus clair de l'angoisse qui saisit toujours la bureaucratie dont le pouvoir restauré par l'intervention militaire d'août 1968 reste des plus précaires. « Les forces contre-révolutionnaires ont été vaincues par des moyens politiques » a déclaré Bilak, passant sous silence l'immense répression qui a frappé et frappe par milliers travailleurs et militants.

Et Bilak de poursuivre : « Mais ces forces cherchent à nuire au système socialiste et à préparer le terrain pour un retour en scène dès que l'occasion s'en présentera, avec l'aide de l'étranger capitaliste et de divers éléments caractéristiques d'opposition de l'intérieur. » Et de conclure à la nécessité de « renforcer systématiquement l'autorité des organismes de répression ».

Ainsi, les normalisateurs continuent-ils à calomnier leurs victimes réduites au silence et au chômage ou jetées en prison pour de longues années. Bilak s'en prend aussi à la solidarité internationale des travailleurs avec les persécutés tchécoslovaques lorsqu'il dénonce « l'aide de l'étranger capitaliste ».

C'est cette « aide » internationale des travailleurs qui a permis d'arracher en mai dernier la liberté pour Ludek Pachman, c'est cette aide du mouvement ouvrier international, s'unissant pour la défense des siens à Prague, qui se développe comme en a témoigné le rassemblement des 28 et 29 octobre à Paris et qui ouvre la possibilité concrète de faire reculer à nouveau les normalisateurs.

Les craintes formulées par Bilak démontrent que la résistance acharnée des travailleurs tchécoslovaques à la normalisation continue à être immense. Ne pas relâcher un seul instant l'effort, ne pas laisser retomber l'oubli sur la dure répression qui frappe travailleurs et militants en Tchécoslovaquie, telle est la tâche de l'heure.

Signatures, collectes de fonds, prises de position des organisations syndicales et politiques ouvrières, de personnalités démocratiques doivent continuer à affluer, tout comme les délégations auprès des ambassades des pays où les militants socialistes et communistes sont persécutés, les demandes de visas pour aller enquêter sur mandat des travailleurs et de leurs organisations, telles sont dans les semaines qui viennent les initiatives que les militants ouvriers de toutes tendances prendront pour sauver nos camarades tchécoslovaques, soviétiques, yougoslaves de la répression.

Non, le mouvement ouvrier international ne doit pas accepter que d'autres Galanskov périssent dans les geôles de la bureaucratie.

FRANÇOIS MARTHOURET

AU RASSEMBLEMENT DES 28 ET 29 OCTOBRE

" Enquêter sur place, pour défendre les artistes persécutés "

« Gris sur gris, voilà la couleur unique, la couleur officielle de la liberté. La moindre goutte de rosée dans laquelle se reflète le soleil scintille dans un insupportable jeu de couleurs mais le soleil de l'esprit, quel que soit le nombre des individus et la nature des objets où il se brise, ne pourrait donner qu'une seule couleur, la couleur officielle ! »

Ce n'est pas un marchand de couleurs naturaliste en butte à la pollution qui s'exclame ainsi, c'est Marx dans ses remarques sur la censure prussienne.

Il ne s'est jamais vu qu'un besoin ne trouve pas ses formes d'expression. Nous combattons aujourd'hui pour rendre effectives les formes d'expression et d'organisation de notre besoin d'émancipation, de notre besoin du socialisme, seul capable d'assurer, d'assurer la liberté de cette émancipation.

Aujourd'hui, au nom du socialisme, en Tchécoslovaquie et ailleurs, on étouffe ces besoins en étouffant la liberté d'expression et de création.

Les artistes des pays où le capital n'est pas encore exproprié, quelle que soit leur tendance, ne peuvent rester indifférents. Eux, dont la liberté d'expression est mutilée par la loi de l'argent et par les intérêts pourrissants de la bourgeoisie sont naturellement partie prenante dans tout le combat pour les libertés démocratiques, pour la liberté d'expression.

La vie même de l'art ne peut se passer de liberté — toute licence en art — et la liberté est indivisible — pas d'émancipation de l'esprit sans émancipation de l'homme.

La liberté d'un art vivant ne peut être tolérée par les normalisateurs stalinien. La liberté d'un art qui est l'expression des forces vivantes qu'ils veulent étouffer doit être supprimée.

Comment les artistes ne seraient-ils pas solidaires des militants, des intellectuels, des artistes, des Grigorenko, Yakir, Medvedev, Krejca, emprisonnés, persécutés par la répression bureaucratique qui ballonne le socialisme au nom du socialisme ? (...)

(Après avoir rappelé de nombreux cas de normalisation d'artistes tchécoslovaques, l'orateur poursuit.)

La cause la plus caractéristique est celle du théâtre Za Branou, un des foyers les plus vivants de l'art théâtral dans le monde et de son directeur Ottomar Krejca. L'équipe entière est au chômage depuis juin dernier. Le syndicat qui présidait Krejca a été normalisé. Ce dernier, ardent partisan du printemps de Prague, est sans aucun travail.

Dans les Lettres françaises un premier mouvement de solidarité avec Krejca a été animé par Jean-Louis Barrault et Petr Brook qui me charge d'apporter son soutien à notre rassemblement. Dans le spectacle, les militants de l'OCI et de l'Alliance ouvrière ont réuni des centaines de signatures pour soutenir cette initiative, pour une commission ouvrière d'enquête. Barrault et Brook ont ensuite adressé un autre appel au ministre de la Culture tchécoslovaque, resté sans réponse, réclamant la possibilité d'enquêter sur place, de rencontrer Krejca.

Des syndicats ont pris position. Le Conseil national du SFAI-CGT a réprovoqué la fermeture de Za Branou. Le SNTR-CGT a demandé à la FNS-CGT que soit organisée une enquête sur la situation en Tchécoslovaquie (...). Face à la répression qui s'accroît, la solidarité des artistes en France avec ceux des pays de l'Est et particulièrement ceux de Tchécoslovaquie, doit se renforcer, s'unifier.

Le militant communiste Piotr Yakir

La réduction du nombre de pages de « L.O. » ne nous permet pas de publier l'intégralité de l'importante communication de Pierre Broué sur le combat de Piotr Yakir, prononcée le 28 octobre au rassemblement militant de la Mutualité. Nos lecteurs trouveront néanmoins ci-dessous l'essentiel des questions soulevées par l'orateur et qui démontrent que pas un instant ne doit se relâcher la lutte pour sauver le « bolchevik-léniniste » Yakir dont on reste toujours sans nouvelles.

Pierre Broué réfute la prétendue « information », qui sent à plein nez la provocation, selon laquelle Yakir ne serait pas un communiste authentique, qu'il combattrait non seulement le régime stalinien et post-stalinien mais... le communisme lui-même. Or Yakir est le « champion de la vérité » et c'est pourquoi il a commencé son combat sur le terrain de l'histoire, contre sa falsification, contre la déformation du bolchevisme, du léninisme.

La lutte contre les crimes de Staline, pour son châtiment, même posthume, est un instrument de lutte contre le régime policier infligé par lui et par ses successeurs aux travailleurs d'URSS. S'il parle « d'humanisme », il situe cette conception dans le cadre du socialisme lui-même (...). C'est à tous ceux qui sont pour lui « les soldats du rang de la révolution » qu'il s'adresse quand il écrit : « La renaissance du passé met en cause les idées du communisme, jette le discredit sur notre système. »

Il est sans doute le premier citoyen soviétique de la génération née après la révolution d'Octobre, à avoir clairement compris que le stalinisme, les attentats aux libertés démocratiques, le régime policier en URSS sont en réalité une aide apportée à l'impérialisme et à l'oppression. Il montre combien il a saisi ce qu'est l'internationalisme prolétarien quand, liant la répression à l'Est à celle qui s'abat sur les militants dans les régimes les plus réactionnaires du monde impérialiste, il affirme : « Nous ne voulons qu'une seule chose, que notre peuple ait le droit moral de protester contre la condamnation de Theodorakis. »

(L'orateur aborde l'examen des idées de P. Yakir par ce qu'en disent les opposants « réformistes » de la bureaucratie, notamment Roy Medvedev.)

Medvedev ne sous-estime en rien, contrairement à d'autres en Occident, le « courant » qu'incarnent les noms de Grigorenko, Yakir, Litvinov et autres. Il admet que leur mouvement est suivi « par plusieurs centaines, voire plusieurs milliers de sympathisants », qu'à partir de 1966-68, le « courant » a revêtu la forme d'un « regroupement ».

Il écrit à propos de leurs documents les plus importants : « Leur plate-forme est extrémiste et même anarchiste. Elle prévoit entre autres le remplacement immédiat de différentes organisations bureaucratiques de l'Etat par des institutions populaires, ce qui, selon P.G. Grigorenko, serait possible même au sein de l'Armée soviétique. Ils proposent également de supprimer totalement les organes de sécurité d'Etat et de garantir la liberté complète de parole, de presse et d'organisation. » (...)

Le « réformiste » Medvedev, partisan d'un régime « bureaucratique éclairé », juge « anarchistes », « extrémistes » et « démagogiques » les positions des révolutionnaires qui, s'appuyant sur Marx, Engels et Lénine, commencent à formuler le mot d'ordre de « révolution politique » (« le remplacement immédiat des différentes organisations bureaucratiques de l'Etat par des institutions populaires »). Ce qui compte en revanche, c'est qu'il s'élève contre la répression qui les frappe, s'incline devant leur courage, reconnaît comme « positif » le bilan de leur action... Grigorenko et Yakir sont des communistes qui se battent pour le renversement de la bureaucratie de cet Etat qu'ils qualifient pour leur part de « parasite »...

Tous ceux qui sont ici, conclut l'orateur, ont compris que Piotr Yakir a raison quand il affirme qu'on ne peut à la fois lutter pour la libération des prisonniers des colonels grecs, de ceux de Franco, d'Angela Davis hier, des victimes quotidiennes de la barbarie impérialiste au Vietnam, si l'on est solidaire des horreaux, des geôliers, des policiers et des policiers-psychiatres de Moscou et de Prague.

Certains ne partagent pas les vues « extrémistes », selon Medvedev, de Yakir et de Grigorenko, mais se prononcent, avec Medvedev, pour le pluralisme des partis en régime socialiste, la liberté d'expression et d'organisation des courants socialistes, la démocratisation de la gestion de l'économie, la fin de l'arbitraire politique et de la censure en matière artistique et littéraire... Les uns et les autres pensent, qu'elles que soient par ailleurs leurs divergences, que la « propagande bourgeoise s'alimente davantage à notre silence sur les crimes de Staline qu'à la publication de témoignages véridiques ». Tous ici doivent se battre pour la vérité sur Piotr Yakir, « champion de la vérité » (...).

Il s'agit de notre combat, du combat pour le socialisme, pour arracher l'humanité à la barbarie. On ne peut pas être un combattant du socialisme et admettre que Piotr Yakir soit aujourd'hui de nouveau entre les mains de bourreaux, de nouveau roué de coups, de nouveau menacé de mort, parce qu'il est resté fidèle à son bolchevik de père, assassiné, à Lénine, à la révolution d'Octobre, à son ami Kostérine et au bolchevisme.

On ne saurait admettre ce crime contre le socialisme à moins qu'on ne laisse le socialisme et qu'on le combatte. Ceux qui sont pour le socialisme — qu'ils s'intitulent socialistes réformistes, social-démocrates, communistes, trutskistes, maoïstes ou que sais-je encore — ne sauraient admettre un tel crime. Le courage qui leur est demandé par Piotr Yakir, c'est celui de dire la vérité, de combattre pour que le visage lumineux du socialisme ne soit plus souillé par de tels crimes. Ce courage, ce dévouement, votre aide politique matérielle, votre confiance, vous les donnerez à Piotr Yakir, un des meilleurs enfants de notre siècle de guerres et de révolutions.

Youri Galanskov a succombé dans les camps de Brejnev

L'écrivain soviétique Youri Galanskov, condamné en 1967 à sept années de camp pour avoir protesté et combattu le procès intenté aux écrivains Daniel et Silivski, vient de mourir d'un cancer. Ce sont les combattants et amis de Y. Galanskov toujours en liberté qui annoncent la mort de l'un des plus courageux opposants à la bureaucratie stalinienne.

Galanskov avait déjà été condamné en 1961 à la détention dans un hôpital psychiatrique pour avoir publié la revue d'opposition « Phoenix » qu'il fera disparaître après sa libération et jusqu'à sa nouvelle détention.

Galanskov est mort au complexe pénitentiaire de Potma, à 450 km au sud-est de Moscou où sont confinés au travail forcé plus de 2 500 détenus politiques par la bureaucratie. N'ayant pas « confiance » selon ses termes, dans la médecine de l'hôpital du camp, Galanskov a été opéré de force la semaine dernière alors que son état était devenu critique, rapportent ses amis de Moscou, d'après l'agence AP.

Les chefs de Khrushchev et leurs policiers portent l'entière responsabilité de la mort de Youri Galanskov, âgé de trente-trois ans. Il faut redoubler d'efforts pour sauver Grigorenko, Yakir et tous les camarades menacés de condamnation. General CEDOC

I - un réformateur de la bureaucratie

A la fin de 1969 paraissait en France un petit opuscule signé Roy Medvedev et qui portait comme titre *Faut-il réhabiliter Staline ?* (Editions du Seuil). Jusqu'alors, en dehors de l'URSS, le nom de Roy Medvedev ne signifiait rien. On savait, par la Chronique des événements récents, qu'il avait rédigé un énorme ouvrage sur Staline et le stalinisme, qui circulait en samizdat. Et c'était tout. Depuis lors, le rôle public joué par Medvedev dans l'opposition communiste en URSS n'a cessé de grandir, à la fois par l'action qu'il a menée et par ses écrits. C'est pourquoi Informations Ouvrières a décidé de consacrer à ses deux ouvrages qui viennent de paraître en France : *De la démocratie socialiste* (Ed. Grasset) et *Le stalinisme* (Ed. du Seuil), une série d'articles exposant et discutant ses points de vue.

QUI EST ROY MEDVEDEV ?

Roy Medvedev est né dans une famille de militants bolcheviques. Son père, professeur « rouge » de matérialisme dialectique fut député en 1937 au camp de Kolyma [1] que les déportés appelaient « le crématoire blanc » et où il périt en 1941. Comme des milliers d'autres il fut réhabilité au lendemain du 20^e congrès et adhéra alors au Parti communiste de l'URSS. D'abord professeur d'histoire dans un lycée de Moscou, Roy Medvedev entre bientôt à l'Académie des sciences pédagogiques de Moscou.

Au lendemain du 22^e congrès (décembre 1961), qui dénonce publiquement et, parfois, très violemment certains crimes de Staline, qui réhabilite publiquement les généraux liquidés en 1937, dont Iakir,

non pas contre la ligne du 20^e et du 22^e congrès, mais pour l'approfondissement de cette ligne. Puis il démontre que l'on ne peut qualifier Staline de « combattant pour l'émancipation des travailleurs », puisqu'il assassina par centaines de milliers communistes et travailleurs entre 1936 et 1940. Enfin il pose la question : « Le 20^e congrès a-t-il donné de Staline un portrait exhaustif ? », et répond : « Non. Nous savons à présent que le 20^e congrès du Parti communiste n'a pas encore dit toute la vérité sur les crimes des vingt dernières années. (...) On sait qu'après le 20^e congrès du Parti communiste et après la résolution du Comité central du 30 juin 1956, toutes les conséquences du culte de la personnalité de Staline, étranger au marxisme-léninisme, n'ont pas été abolies (...) On sait qu'après le 20^e congrès et



Membres de l'opposition de gauche sur le chemin de l'exil, en 1928. Assis de gauche à droite, L. Serebriakov, K. Radek, L. Trotsky, M. Boguslavsky, E. Preobrazhensky ; debout, C. Rakovsky, Y. Drob- nis, A. Beloborodov, Sosnovsky.

Toukhatchevski, etc., il entreprend la rédaction d'un vaste travail auquel il se consacre six ans durant sur « Le stalinisme : origines, histoire et conséquences ». Il a manifestement la conviction qu'il ne fait là qu'approfondir les débats des 20^e et 22^e congrès du PCUS. Aussi interprète-t-il le mouvement vers la réhabilitation de Staline qui s'engage à dater de 1965 comme l'expression de la cristallisation d'une aile néo-stalinienne dans le parti, aile contre laquelle il juge indispensable d'engager le combat. C'est au moment même où il achève son énorme travail sur le stalinisme que paraît dans la revue du Comité central du PCUS *Kommunist*, de février 1969, un article réhabilitant Staline sans vergogne. Medvedev prend aussitôt sa plume et adresse au Comité de rédaction une lettre où il résume l'article. C'est cette lettre que les éditions du Seuil publient quelques mois plus tard sous le titre : *Faut-il réhabiliter Staline ?*

Premier texte intéressant car il illustre, dans sa concision, la démarche de Medvedev. Il commence par démontrer que Staline n'était pas un « grand capitaine », puisqu'il commit des erreurs catastrophiques et grossières du début à la fin de la guerre. Puis il stigmatise les auteurs de l'article de *Kommunist* comme « une manifestation fractionnelle » : « Ces pages, écrit-il, sont toutes imprégnées de l'intolérance, de la grossièreté, de l'attitude catégorique, et de l'esprit primaire caractéristiques du stalinisme ». A ces pages doivent répondre vigoureusement « ceux qui, dans notre mouvement, se battent

après la résolution du 30 juin 1956 l'histoire de l'URSS et l'histoire du parti n'ont pas d'emblée réussi à surmonter les lourdes séquelles du culte de la personnalité de Staline. »

Bref, la perspective de Medvedev, celle qu'il attribue collectivement dans *De la démocratie socialiste* au courant qu'il appelle les « Démocrates du parti », vise à s'appuyer sur une aile du Parti communiste de l'URSS (c'est-à-dire du parti de la bureaucratie) et à appuyer cette aile pour réformer peu à peu la politique du parti et le parti lui-même. La première phase de cette réforme passe par l'extirpation du « stalinisme », conçu par Medvedev comme un ensemble de pratiques anti-démocratiques et dictatoriales couronnées par le culte de la personnalité.

La bureaucratie répondit à cette première initiative de Medvedev en refusant la publication de son énorme manuscrit sur le stalinisme et en l'excluant du parti.

MAIS QU'EST-CE QUE LA BUREAUCRATIE ?

Depuis cette exclusion effectuée au cours de l'été 1968, le combat de Medvedev s'est largement déployé et nous y reviendrons dans nos prochains numéros. Mais les péripéties diverses de ce combat sont abandonnées à l'analyse que Medvedev donne de la bureaucratie. Le mot revient souvent dans le *Stalinisme* et dans *De la démocratie socialiste*. Le plus caractéristique est — et c'est par cela que nous commencerons — ce der-

nier ouvrage où Medvedev définit sa stratégie politique actuelle. Quand il parle de la bureaucratie, Medvedev utilise assez indifféremment le passé et le présent.

« De quelle démocratie pouvait-il être question quand, même (sic!) dans les plus hautes sphères du Parti et du gouvernement, l'illégalité et l'arbitraire étaient devenus des phénomènes (...) quand la bureaucratie régnait partout (...) Certes, une grande partie de ces épouvantables méthodes de l'époque stalinienne appartiennent au passé. Mais il y a des séquelles. Le régime politique actuel n'est pas encore une véritable démocratie socialiste » (p. 54-55).

Un peu plus loin, Medvedev reprend : « Seule une infime minorité — je pense aux éléments bureaucratiques de notre appareil au pouvoir — s'oppose à l'essor rapide de la démocratie socialiste » (p. 58). Définissant ensuite les divers courants politiques qui existent dans le PCUS, il écrit : « Le groupe conservateur modéré se compose essentiellement de gens à l'esprit bureaucratique, c'est-à-dire de gens mal informés et habitués à se reposer entièrement sur leur appareil. Les décisions qu'ils prennent ne correspondent à aucune des exigences de la vie, mais seulement à celles d'un appareil bureaucratique, détaché de toute réalité » (p. 78, souligné par nous).

On pourrait multiplier indéfiniment ces citations. Jamais Medvedev ne donne une définition sociologique et politique de la bureaucratie, jamais, il n'éclaire les origines historiques de la bureaucratie. Les seules caractéristiques qu'il en donne sont psychologiques. Lorsqu'il cite des exemples de privilèges « injustifiés », de corruption, d'abus, ces exemples caractérisent à ses yeux des individus mais pas une couche sociale.

Il ne semble même pas que pour Medvedev la bureaucratie soit l'appareil politique qu'il définit ainsi sa stratégie politique : « Il faut lutter opiniâtrément contre la bureaucratie de l'appareil du Parti et du gouvernement, il faut en chasser les bureaucrates incorrigibles (soufflé par nous) (...). Tout dépend de la possibilité d'unir les formes de rénovation existantes à l'intérieur de la bureaucratie à celles qui se trouvent à l'extérieur, de l'union de toute l'intelligentsia soviétique avec sa fraction « bureaucratique » (p. 79-81).

Pour définir sa politique de rénovation de la bureaucratie, Medvedev est contraint de laisser dans le vague le plus complet la nature de la bureaucratie. Mais ce vague recouvre une réalité, une analyse de la bureaucratie. Nous y reviendrons.

(1) Lire à ce sujet Chalamov, *Les récits de Kolyma* (Ed. Denoël).

LA YUGOSLAVIE AU BORD DE L'EXPLOSION

La bureaucratie yougoslave se décompose. Les sphères dirigeantes de la bureaucratie tout en se déchirant entre elles, frappent durement les militants et travailleurs qui s'insurgent contre son ordre ébranlé.

Après le limogeage, il y a un an, de la direction du parti communiste de Croatie qui avait le soutien de l'immense majorité de la population laborieuse pour avoir ouvert quelque peu les vannes de la critique (certains ont parlé d'un « second Printemps de Prague » en 1970-1971 à Zagreb), des procès contre des centaines de travailleurs, de militants et de jeunes ont eu lieu et se déroulent encore dans la plupart des villes de cette province. Tout récemment, ce sont les dirigeants du parti de la république de Serbie qui démissionnaient, bientôt suivis de ceux de la république de Slovénie, accusés respectivement de « libéralisme » et de « technocratie ».

Le Monde, bien informé, annonçait il y a quelque temps, que la Ligue des communistes yougoslaves avait décidé de chasser 500 000 de ses membres, c'est-à-dire un adhérent sur deux.

Tout récemment, ce sont les dirigeants les plus haut placés de la république fédérale qui ont démissionné, Tepavatz, le ministre des Affaires Etrangères, puis Koetcha Popovitch, l'un des piliers du régime, vieux dirigeant du PC yougoslave, de la présidence collective mise en place il y a deux ans.

Alors qu'il y a un an la bureaucratie arrêtait trois étudiants communistes à Belgrade, dont le « crime » consistait à avoir dénoncé publiquement les inégalités sociales de plus en plus grandes dans ce pays, Tito part aujourd'hui en guerre contre les nouveaux riches. *Le Monde*, citant les sources officielles yougoslaves, explique ainsi qu'il existe au moins deux cents milliardaires en anciens dinars en Yougoslavie, et de nombreux millionnaires en nouveaux dinars.

Tel est le prix de la « réforme économique » qui a libéré les forces de restauration bourgeoises. *Le Monde* indique que « les malversations les plus graves ont lieu dans les entre-

prises du commerce extérieur : transferts illégaux de fonds, création d'agences à l'étranger, contraires à la loi, achats et ventes non déclarés sont signalés quotidiennement par la presse ».

Les dirigeants du PCF qui hurlaient il y a vingt ans avec Staline contre le « fasciste Tito » viennent de se rendre en Yougoslavie et France-Nouvelle du 6 novembre vole au secours de la bureaucratie dialoguée en se contentant de publier la lettre de Tito du 29 septembre à tous les membres de la Ligue des Communistes et dans laquelle on peut lire :

« Il convient de s'opposer à la pression de l'idéologie de la société de consommation, aux attitudes irresponsables à l'égard du travail, réaffirmer les principes de la réforme économique et sociale, de l'économie de marché ». Ainsi la bureaucratie s'inquiète des nouveaux riches qui mettent dangereusement en cause les conquêtes ouvrières en Yougoslavie mais n'en poursuit pas moins sa politique anti-ouvrière (ne pas revendiquer plus de « consommation »), fondée sur l'orientation vers l'économie de marché.

Mais la classe ouvrière yougoslave ne l'entend pas de cette manière. Elle vient à nouveau d'affirmer sa puissance et sa combativité dans l'un de ses bastions. Une grève suivie d'une manifestation de rue vient d'avoir lieu contre la diminution d'un cinquième des salaires pour cause de déficit dans la plus grande usine d'électronique du pays, à Nis, en Serbie orientale. Quelques jours plus tard, le directeur de l'usine et ses collaborateurs démissionnaient en bloc. On ne sait pas si satisfaction a été obtenue par les travailleurs.

Les sommets de la bureaucratie d'Etat, tout comme les privilégiés de l'économie enrichis sur la misère des masses se déchirent. Mais la bureaucratie n'entend pas remettre en cause sa politique d'ouverture sur le marché capitaliste mondial qui a permis la naissance des nouveaux riches qui menacent aujourd'hui les conquêtes ouvrières déjà fortement entamées. La bureaucratie continue ainsi à préparer contre elle-même l'inéluctable révolution politique de la classe ouvrière qui s'annonce en Yougoslavie.

Pour la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays de l'Europe de l'Est :

— Adhrez au Comité. Siège : Alain Chailier, 48, rue Louise-Michel, 92-Levallois-Perret.

— Abonnez-vous au Bulletin d'Information : 1 an (5 numéros) à partir de 10 F, CCP Alain Chailier n° 31.547.74, 45 - La Source.

S.E.L.I.O.

Livres sur le mouvement ouvrier.

Réduction sur les prix.

La presse trotskyste du monde entier

S.E.L.I.O.

Biblioteca de Comunicacão

87, rue du Faubourg-Saint-Denis - Paris-10^e

CEDOC